

Original: FRENCH

Déclaration conjointe du Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergei Lavrov, de la Secrétaire d'Etat des Etats Unis, Hillary Rodham Clinton, et du Ministre délégué chargé des Affaires européennes de France, Bernard Cazeneuve

A l'occasion de la réunion du Conseil ministériel de l'OSCE à Dublin, nous, Chefs de Délégation des Etats co-présidents du groupe de Minsk, appelons les parties au conflit du Haut Karabagh à manifester la volonté politique nécessaire pour parvenir à un règlement pacifique. Comme nos Présidents l'ont déclaré à Los Cabos, le 18 juin 2012, les parties devraient être guidées par les principes d'Helsinki, en particulier ceux relatifs au non-recours à la force ou à la menace de la force, à l'intégrité territoriale, à l'égalité des droits et à l'autodétermination des peuples, et par les éléments définis dans les déclarations de nos pays à L'Aquila en 2009 et à Muskoka en 2010. Rappelant la déclaration de nos Présidents à Deauville en 2011, nous enjoignons à nouveau les parties à prendre des mesures décisives pour parvenir à un règlement pacifique.

Nous regrettons que les attentes de progrès plus rapide dans le processus de paix, suscitées par la déclaration conjointe des Présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan et du Président de la Fédération de Russie à Sotchi le 23 janvier 2012, ne se sont pas réalisées. Au lieu de cela, les parties ont trop souvent recherché l'avantage unilatéral dans le processus de négociations, plutôt que la recherche d'un accord fondé sur la compréhension mutuelle. Tout en reconnaissant la diminution des incidents graves le long de la ligne de contact et de la frontière au cours des derniers mois, nous rappelons aux parties la nécessité de continuer d'observer le respect du cessez-le feu de 1994 et que l'usage de la force militaire ne résoudra pas le conflit. Nous appelons les parties à s'abstenir d'actions et de déclarations alimentant les sentiments d'hostilité au sein de leurs populations et qui ont accru les tensions ces derniers mois. Les dirigeants des parties doivent préparer leurs populations pour le jour où elles vivront à nouveau en voisins et non en ennemis, dans le plein respect de la culture, de l'histoire et des traditions de l'autre.

Nous appelons les parties à faire montre d'un sentiment d'urgence plus important dans le processus de paix et de travailler avec les Co-Présidents pour examiner pleinement et avec attention les idées présentées par les Co-présidents à l'occasion de leur visite dans la région en novembre. Nous saluons la disposition des Ministres d'Azerbaïdjan et d'Arménie à se réunir conjointement avec les Co-Présidents au début de 2013 pour poursuivre ces discussions. Nos pays continuent de se tenir prêts à faire tout ce qu'ils peuvent pour assister les parties, mais la responsabilité de mettre fin au conflit du Haut Karabagh reste de leur ressort.